

Leçon d'ouverture du cours de diplomatique à l'École des chartes (20 octobre 1961)

Robert-Henri Bautier

Citer ce document / Cite this document :

Bautier Robert-Henri. Leçon d'ouverture du cours de diplomatique à l'École des chartes (20 octobre 1961). In: Bibliothèque de l'école des chartes. 1961, tome 119. pp. 194-225;

doi : 10.3406/bec.1961.449619

http://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1961_num_119_1_449619

Document généré le 23/05/2017

LEÇON D'OUVERTURE DU COURS DE DIPLOMATIQUE

A L'ÉCOLE DES CHARTES

(20 OCTOBRE 1964)

Lorsqu'un nouveau professeur prend possession de sa chaire, il ne peut manquer de ressentir en son cœur toute une série de sentiments : l'usage veut qu'il soit tenu de les exprimer à haute voix et que cette leçon d'ouverture soit un peu comme un examen public devant ses propres maîtres, ses collègues, ses amis, ses futurs élèves, examen au prix duquel l'*electus* est intronisé sur sa *sedes*. Ce même usage lui donne, en même temps, la possibilité d'exposer ses réflexions sur la discipline qu'il va être appelé à enseigner et de développer le programme de cet enseignement. Honneur redoutable que d'être ainsi convié à la synthèse d'une discipline, alors que la véritable leçon magistrale ne devrait être tenue qu'à l'occasion d'une cérémonie jubilaire, quand l'expérience et l'âge ont mûri le professeur et en ont fait un maître ! Sans faillir à la tradition ni pourtant sacrifier ici à la rhétorique universitaire, je me contenterai d'exprimer très simplement et très sincèrement quelques-uns des sentiments que j'éprouve en ce moment ; puis je ferai le point sur les développements si considérables qu'a connus la diplomatie depuis 1930, en large partie sous l'influence directe de mon maître, M. Georges Tessier, au mérite duquel on ne saurait trop rendre hommage ici, du haut de cette chaire qu'il a occupée si longtemps et avec tant d'autorité.

Sentiments de reconnaissance d'abord à l'égard des autorités qui ont bien voulu m'appeler à ces fonctions nouvelles : le Conseil de perfectionnement de l'École et son président, qui, après avoir été mon maître à l'École, m'a jadis appelé

auprès de lui aux Archives nationales et a ainsi tant contribué à orienter mon activité ; le directeur de l'École, dont les conseils et l'appui me seront aussi précieux dans l'avenir qu'ils l'ont été dans le passé ; les professeurs de l'École, dont l'estime, la confiance et l'amitié me rendent justement fier. Reconnaissance aussi envers l'Académie des Inscriptions qui a bien voulu confirmer le choix du Conseil de perfectionnement de l'École et le recommander à l'attention du ministre de l'Éducation nationale.

Sentiment de gratitude ensuite envers tous ceux, maîtres, confrères et amis, qui ont tenu à me faire l'honneur ou l'amitié de leur présence à la manifestation d'aujourd'hui, et à tous ceux qui, en des termes qui si souvent m'ont ému, m'ont manifesté à cette occasion leur sympathie. Gratitude surtout envers tous ceux qui m'ont appris mon métier d'historien et d'érudit ou qui ont contribué à ma formation : avant tout autre mon très cher maître, M. Clovis Brunel, dont la sûreté de méthode et la précision de l'esprit chartiste ont exercé une telle influence sur les élèves confiés à sa direction et à son enseignement, lui qui a été non seulement le philologue que chacun connaît, mais aussi l'un des diplomatistes les plus éminents de notre pays, avec sa remarquable publication des actes des comtes de Pontieu, son recueil des plus anciennes chartes en langue provençale, ses études sur les actes des rois de France bullés d'or, ses recherches sur les actes faux pour Corbie, pour Saint-Valery, pour Saint-Médard de Soissons, pour l'église de Narbonne, et bien d'autres études de diplomatique et de chronologie. Gratitude aussi envers mes autres professeurs de l'École, spécialement envers celui qui a exercé sur moi une influence déterminante, le regretté Alain de Boüard, qui dès mes études secondaires, quand je n'étais encore qu'en classe de troisième, a dirigé mon ambition vers le concours d'entrée de l'École des chartes, qui m'a donné ensuite des conseils pour la préparation de ce concours, qui plus tard m'a confié le sujet de ma thèse d'École et en a suivi le développement et m'a si souvent poussé à poursuivre mes recherches sur le notariat italien et espagnol et sur la juridiction gracieuse française. Gratitude aussi envers mes maîtres de la Sorbonne, et surtout M. Charles-Edmond Per-

rin, toujours si bienveillant pour moi, et Louis Halphen dont je n'oublierai jamais les leçons dans lesquelles, à l'École des Hautes-Études, il nous apprenait en des séances éblouissantes à dépecer un capitulaire ou un diplôme carolingien, à le critiquer et à le comprendre.

Sentiment de gratitude enfin, et surtout, envers celui qui deux fois a été mon maître en cette École, M. Georges Tessier : deux fois, puisque les circonstances de l'année 1940 ont fait qu'à son enseignement de la diplomatie il a dû joindre celui, non moins remarquable, de l'histoire du droit. Mais je me sens encore davantage son élève depuis que, sous sa direction, j'ai entrepris pour la collection des « Chartes et diplômes publiés par l'Académie des Inscriptions » la publication des actes du roi Eudes : c'est alors que j'ai pu mieux encore bénéficier de son expérience si profonde de la diplomatie carolingienne et apprécier la rigueur de son jugement en même temps que la souplesse de son esprit de véritable historien. Qu'il soit bien assuré que, dans sa propre chaire, je m'efforcerai de refléter quelque chose de son enseignement et que je tiendrai à honneur que l'on reconnaisse un peu de l'esprit du maître à travers les paroles de l'élève.

Car s'il est un sentiment qu'on ne peut pas ne pas éprouver un jour comme celui-ci, c'est celui d'une très réelle et très sincère humilité quand, succédant à un maître qui possédait à fond toute la matière de son enseignement, on se trouve soi-même amené à aborder brusquement tant de domaines nouveaux. Même quand on a conscience que certains secteurs vous sont familiers, l'énormité des tâches — qui supposent notamment l'aide constante de l'histoire du droit et des institutions — donne véritablement le vertige. Et alors s'évanouit le petit sentiment de fierté qu'il n'est pas illégitime d'avoir quand, dans le pays de Mabillon, vos prédécesseurs pendant plus d'un siècle dans la seule chaire magistrale de diplomatie ont été Benjamin Guérard (1836-1848), Jules Quicherat (1849-1870), Louis de Mas-Latrie (1870-1885), Arthur Giry (1885-1899), Maurice Prou (1899-1930) et Georges Tessier (1930-1961). Oui, ce sentiment disparaît pour laisser place à une certaine angoisse, malgré la volonté que l'on a de tout faire pour que l'enseignement que l'on donnera ne

soit pas trop indigne de celui de ces illustres prédécesseurs dont l'ombre est écrasante.

Je ne prononcerai pas ici l'éloge traditionnel de mon maître, puisque M. Tessier m'a demandé de ne le point faire. Mais il est convenable que soit rappelée brièvement l'orientation de ses recherches. Depuis trente ans, en effet, toute son activité s'est tournée vers la diplomatie ; deux domaines l'ont particulièrement retenu : la diplomatie carolingienne d'une part, et, à la suite de son propre maître Maurice Prou, les actes royaux français de l'autre. Le *Recueil des actes de Charles le Chauve*, avec ses deux volumes de texte et son volume d'introduction et de table¹, restera l'un des plus importants de la collection des « Chartes et diplômes » de l'Académie des Inscriptions qui en comporte cependant d'autres de haute qualité. Je ne peux mieux faire que reproduire ici les mots par lesquels notre ami belge Georges Despy saluait dans la revue *Le Moyen Age* la parution de l'introduction du recueil : « Notre attente avait été longue et impatiente, mais nous nous empressons de déclarer que nous sommes comblés. Ces 250 pages sont un véritable travail d'orfèvrerie, elles compteront comme une œuvre maîtresse de la diplomatie carolingienne... A l'encontre de trop de diplomates qui ont une fâcheuse tendance à trancher dans le vif, M. Tessier ne se départit à aucun moment d'une solide méfiance vis-à-vis de l'arbitraire... En diplomatie les résultats importent, et sur ce point l'ouvrage de M. Tessier est capital. Mais il y a aussi la méthode de travail. Et là il nous donne une leçon de critique qui n'a pas de prix, car trop souvent la diplomatie s'abandonne à un esprit de système que l'on ne saurait assez condamner. Nous en avons assez dit pour faire entendre en quelle estime sera tenu ce volume qui fera date autant qu'il fait honneur à la science exigeante qu'est la diplomatie². »

1. *Recueil des actes de Charles II le Chauve*, commencé par Arthur Giry, continué par Maurice Prou, terminé et publié sous la direction de Ferdinand Lot et Clovis Brunel par Georges Tessier, 3 vol. in-4°, Paris, 1943-1955 [t. I : 840-860 ; t. II : 861-877 ; t. III : Introduction et table] (Chartes et diplômes publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres).

2. *Le Moyen Age*, t. LXIII, 1957, 1-2, p. 136-139.

Dans la ligne des meilleurs diplomatistes allemands, M. Tessier a attaché une importance spéciale à l'examen des particularités graphiques et stylistiques des actes et aux comparaisons d'écriture. Dès 1937, sur la base du premier fascicule du recueil des fac-similés des diplômes carolingiens, les *Diplomata Karolinorum*, l'examen des écritures des premiers Carolingiens lui permettait de critiquer les conclusions trop rigoureuses de Mühlbacher et de s'élever contre tout dogmatisme¹. Puis c'était en 1945 un article fondamental dans lequel, étudiant les *Originaux et pseudo-originaux carolingiens du chartrier de Saint-Denis*², au nombre d'une centaine entre 753 et 980, il démontrait que dès le règne de Louis le Pieux des scribes de Saint-Denis s'étaient substitués aux notaires de la chancellerie royale et écrivaient les originaux d'une main comparable à celle de la chancellerie ; sous Charles le Chauve, la moitié des diplômes pour Saint-Denis étaient écrits dans le « scriptorium » de l'abbaye, dont M. Tessier définissait l'écriture et les usages. La preuve était donc administrée que des destinataires, dès le début du ix^e siècle, avaient rédigé et écrit des actes royaux. Ainsi étaient expliquées des anomalies dans la rédaction de certains diplômes : par là même, les règles de la critique diplomatique traditionnelle, trop exclusivement fondées jusque-là sur l'étude des habitudes de chancellerie, étaient sérieusement ébranlées. La démonstration s'étendait en 1951 au chartrier de Saint-Martin de Tours³, duquel pourtant aucun original n'était plus conservé : ici les comparaisons de style permettaient des conclusions analogues à celles qu'avaient autorisées les originaux de Saint-Denis. Ces deux articles, dont l'importance ne saurait échapper aux historiens, ont donc montré que désormais toute étude des actes médiévaux doit être entreprise non pas seulement dans le cadre de la chancellerie

1. G. Tessier, *Diplomata Karolinorum. Comparaison d'écritures* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCVIII, 1937, p. 5-12) : « aussi convient-il de ne pas admettre comme définitivement acquises les affirmations des maîtres les plus éminents, à moins qu'elles ne soient prouvées d'autre part. Soyons en garde contre la manie de la certitude ».

2. G. Tessier, *Originaux et pseudo-originaux carolingiens du chartrier de Saint-Denis* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CVI, 1945-1946, 1^{re} partie, p. 35-69).

3. G. Tessier, *Les diplômes carolingiens du chartrier de Saint-Martin de Tours*, dans *Mélanges d'histoire du Moyen Âge dédiés à la mémoire de Louis Halphen* (Paris, 1951, in-8°), p. 683-691.

rie où les diplomatistes s'étaient complu, mais aussi (et peut-être surtout) dans celui de la tradition des établissements destinataires.

Si l'apport de M. Tessier à la diplomatie carolingienne est capital, c'est peut-être avec plus de plaisir personnel qu'échappant au « silence étouffant » dont, selon ses propres termes, sont entourées de telles études¹, il a abordé la diplomatie royale française, et là encore son œuvre est essentielle. Si nous devons encore attendre quelques mois l'ouvrage d'ensemble qu'il a remis à l'impression sur la chancellerie royale, nous disposons déjà en la matière de toute une série d'importants travaux d'approche : « Observations sur les actes royaux français de 1180 à 1328 » (1934)², « L'activité de la chancellerie royale française au temps de Charles V » (1938)³, « Lettres de justice » (1940)⁴, « L'audience du sceau » (1951)⁵, « L'enregistrement à la chancellerie royale française au temps de Philippe le Bel » (1956)⁶, sans parler de notes sur les chanceliers de Philippe VI⁷ ou « le formulaire d'Odart Morchesne », notaire et secrétaire du roi⁸, et bien d'autres. Renonçant à la tradition tacitement admise par tous les diplomatistes, l'investigation était poussée à travers les actes royaux de l'Ancien Régime jusqu'à la disparition de l'audience du sceau en 1792.

Non seulement M. Tessier a estimé de son devoir d'intégrer à la matière de ses cours les résultats des travaux parus dans les divers pays, spécialement en Allemagne, mais il a tenu à les faire connaître aux lecteurs de la *Bibliothèque de l'École des chartes* et à ceux du *Moyen Age*. Les quelque

1. G. Tessier, *La chancellerie carolingienne* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CVI, 1945-1946, p. 305-309) : « Les études de diplomatie carolingienne, mises à l'honneur, sinon à la mode, en France par Arthur Giry, réussissent encore à piquer la curiosité de quelques érudits qui se donnent mutuellement la consolation de ne pas parler ni écrire dans un silence étouffant. »

2. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCV, 1934, p. 31-73.

3. *Le Moyen Age*, 1938, 1, p. 14-52, p. 82-113 (d'après deux recueils de formules établis vers les années 1369-1370 : Bibliothèque nationale, latin 4641 et 13868).

4. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CI, 1940, p. 102-115.

5. *Ibid.*, t. CIX, 1, 1951, p. 51-95.

6. *Le Moyen Age*, 1956, 1-2, p. 39-62.

7. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes rendus des séances*, 1957, p. 356-373.

8. Dans les *Mélanges dédiés à la mémoire de Félix Grat*, t. II (Paris, 1949, in-8°), p. 75-102.

cent cinquante comptes rendus qu'il leur a consacrés touchent à tous les aspects de la diplomatie et bon nombre d'entre eux lui ont permis de faire le point d'une question ou de donner sur le sujet traité les conclusions de ses propres recherches. Telles ses notes à propos des suppliques en cour de Rome¹, des registres d'Innocent III², de la juridiction gracieuse en Normandie³, des relations entre la chancellerie et la chapelle impériales⁴, des influences byzantines sur la chancellerie carolingienne⁵, ou encore ses réflexions sur les célèbres actes vandales dits « tablettes Albertini⁶ » ou sur l'office de chancelier⁷. La réunion matérielle de ces notes et comptes rendus, si nombreux et si dispersés, serait extrêmement souhaitable, car elle constituerait un véritable panorama critique des travaux de diplomatie dans le dernier quart de siècle.

Mais, dépassant la connaissance des détails de la diplomatie et reprenant certaines des idées exprimées dans le petit précis qu'il avait consacré à la diplomatie dans la collection « Que sais-je ? »⁸, M. Tessier a donné l'an dernier dans le volume de l'Encyclopédie de la Pléiade sur *L'histoire et ses méthodes* un chapitre remarquable sur la diplomatie⁹, somme de ses propres pensées sur cette science et manifeste d'une nouvelle diplomatie, qui est destiné à élargir définitivement les horizons de la diplomatie traditionnelle. Une telle position rejoint les conclusions du professeur Meisner sur l'*Aktenkunde*¹⁰ et tient compte de l'évolution récente de

1. G. Tessier, *Du nouveau sur les suppliques* (Bibliothèque de l'École des chartes, t. CXIV, 1956, p. 186-192).

2. G. Tessier, *Les registres d'Innocent III* (*Ibid.*, t. CVII, 1947-1948, p. 255-261).

3. Compte rendu de M. Nortier, *Les sources de l'histoire de la Normandie...* (Bibliothèque de l'École des chartes, t. CXVII, 1959, p. 342-346).

4. Comptes rendus de F. Hausman, *Reichskanzlei und Hofkapelle unter Heinrich V und Konrad III* (*Ibid.*, t. CXIV, 1956, p. 224-226), et de J. Fleckenstein, *Die Hofkapelle der deutschen Könige* (*Ibid.*, t. CXVII, 1959, p. 292-295).

5. G. Tessier, *Legimus* (*Ibid.*, t. XCVII, 1936, p. 245-246).

6. *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CX, 1952, p. 225-229.

7. Compte rendu du tome II de l'*Histoire des institutions françaises...* de F. Lot et R. Fawtier (*Ibid.*, t. CXVI, 1958, p. 219-224).

8. G. Tessier, *La diplomatie*, Paris, [1952], in-16 (Collection « Que sais-je ? »).

9. G. Tessier, *Diplomatie*, dans l'*Histoire et ses méthodes* (Paris, Encyclopédie de la Pléiade, 1960, in-16), p. 633-676.

10. Cf. *infra*, p. 206, n. 3 et 4.

la diplomatique. C'est donc de celle-ci que je désire maintenant vous entretenir.

* * *

Des Bénédictins de l'Ancien Régime aux traités de la première moitié de ce siècle, le domaine de la diplomatique est allé en se restreignant, tandis que son matériel, ses buts, ses méthodes, son esprit s'étriquaient progressivement, au point que certains ne voyaient plus en elle que l'étude de l'histoire d'un formalisme sans âme et que les autres, lui refusant le caractère d'une science propre, insistaient seulement sur son rôle d'auxiliaire de l'historien à qui elle communique l'art d'éditer les documents selon les règles. Déjà, bien avant les études les plus dogmatiques, Charles-Victor Langlois avait tiré la conséquence de cet état de choses, lui qui écrivait — comme M. Tessier l'a opportunément rappelé dans son chapitre de l'Encyclopédie de la Pléiade — : « Toutes les soi-disant sciences auxiliaires ne sont pas des sciences. La diplomatique, l'histoire littéraire par exemple, ne sont que des répertoires de faits acquis par la critique, qui sont de nature à faciliter la critique des documents non critiqués encore ¹. »

C'est surtout au cours du xix^e siècle et spécialement à la fin de ce siècle que s'est fixé l'objet matériel de la diplomatique, désormais étrangement rétréci. Pour les Bénédictins et les érudits du xviii^e siècle, la diplomatique avait au contraire pour fin la critique des documents d'archives entendus au sens large, par opposition aux sources narratives. En 1750, au seuil de leur *Nouveau traité de diplomatique*², les Mauristes proclamaient que la diplomatique étend son empire sur les archives, et cinq chapitres de la section I étaient consacrés à celles-ci. Ailleurs, dans des « Recherches critiques sur la nomenclature et l'usage des divers actes appartenant à la diplomatique » (qui constituent toute la section II), était établie une classification des sources diplomatiques parmi

1. D'après G. Tessier, *Diplomatique*, p. 673.

2. [Dom Toustain et dom Tassin], *Nouveau traité de diplomatique*, Paris, 1750, in-4°, p. 2 : « Les archives en effet sur lesquelles s'étend son empire [de la Diplomatique] renferment et les monuments les plus authentiques et les actes les plus solennels de la puissance exercée par les souverains. »

lesquelles figurent les lettres, chartes, notices, pièces judiciaires, pièces législatives, actes conventionnels, testaments, brefs, billets et cédules, enfin les « mémoires et papiers gardés dans les archives », tels que registres, pouillés, terriers, enquêtes, rôles, montres, matricules, inventaires, cadastres, lièves, journaux, livres de recette et de mise [dépense], d'achat et de vente, etc. Il n'y a donc aucun doute qu'à cette époque on n'hésitait nullement à identifier l'objet de la diplomatique avec l'ensemble du matériel documentaire contenu dans les archives. Et cela sans distinction d'époque, puisque les auteurs, parmi les matières subjectives des actes, plaçaient aussi bien le papier timbré que le papyrus ou le parchemin.

Cependant le but des Bénédictins était avant tout d'ordre pratique : donner des règles pour juger des sources diplomatiques de l'histoire¹. Or, à cette époque, on ne concevait guère, comme sources diplomatiques de l'histoire, de documents autres que les bulles, les diplômes solennels des souverains et les chartes scellées des autorités laïques ou ecclésiastiques, à l'exclusion des enquêtes, des terriers ou des comptes. Aussi, en dépit des principes affirmés en tête du volume et en divers points tout au long de l'œuvre, est-ce essentiellement à l'étude des « chartes et diplômes » que fut consacré en fait le *Nouveau traité de diplomatique*. Les Mauristes suivaient en cela l'exemple donné par Mabillon lui-même : le but, lui aussi très concret, de Mabillon avait été de démontrer la sincérité (*genuitas*) des actes des souverains des deux premières races contenus dans les chartriers monastiques, et son attention n'avait guère été attirée ni sur les actes de moindre solennité, ni sur les documents postérieurs à saint Louis.

En fait la diplomatique a pâti de l'appellation bizarre dont Mabillon avait affublé la science dont il était l'initiateur : *res diplomatica*. Lui-même n'a jamais défini dans son volume ce qu'il entendait par *diploma*, terme qu'en divers points il se contente de glosser par « vetera instrumenta », « veteres chartae ». Parmi ses successeurs, certains l'ont entendu au sens strict, selon la tradition des humanistes du siècle pré-

1. *Nouveau traité de diplomatique*, p. 1.

cèdent : « les monuments les plus authentiques et les actes les plus solennels de la puissance exercée par les souverains¹ » ; d'autres, au sens le plus large d'actes anciens. Les Bénédictins, nous l'avons dit, en font un synonyme de document d'archives. Le théoricien allemand Heumann, tout en soulignant qu'à strictement parler il s'agit des « lettres patentes par lesquelles les chefs de l'État et les grands impartissent et consignent à d'autres des droits et des privilèges », déclare dès le début de son ouvrage, en 1745, qu'il convient d'en étendre le sens à toutes les chartes royales, ecclésiastiques et privées, aux testaments, précaires, actes judiciaires, inventaires, etc.². Ce devait être aussi la conception d'un praticien comme Le Moine qui, dans sa *Diplomatique pratique*³, distinguait, comme objet de son étude, d'une part les chartes et autres pièces volantes des chartriers et de l'autre les livres reliés comme cartulaires, registres de délibérations, livres de comptes, terriers, nécrologes, livres de cens, dénombrements, inventaires, journaux, etc.

En approfondissant le sens du mot « diploma », on en vint à le limiter aux seuls actes désignés en allemand par le mot « Urkunden ». Avec le grand diplomate allemand Julius Ficker, ce que les Allemands eux-mêmes avaient jusqu'alors désigné en latin comme « Ars diplomatica », en langue vulgaire comme « Diplomatik », devient l'« Urkundenlehre⁴ ». Dès lors, au moment où se fixent avec Ficker lui-même et Sickel les méthodes de travail de la diplomatie, celle-ci voit son champ étroitement limité à l'acte instrumentaire, l'*Urkunde*, défini « un témoignage écrit, rédigé selon des formes déterminées, en vue de servir de preuve à un fait de nature juridique⁵ ». Raffinant sur la doctrine de Bresslau,

1. Cf. *supra*, p. 201, n. 2.

2. Johann Heumann, *Commentarii de re diplomatica imperatorum ac regum Germanorum*, Nürnberg, 1745, in-4°, p. 2 : « Diplomata sunt literae patentes quibus principes reipublicae vel optimates aliis impertiuntur consignantque. Vocem diplomatis modo latius, modo pressius intelligi jam animadvertit Mabilon... »

3. Le Moine, *Diplomatique pratique ou traité de l'arrangement des archives et trésors des chartes*, Metz, 1725, in-4°.

4. Cf. Julius Ficker, *Beiträge zur Urkundenlehre*, Innsbruck, 1877-1878.

5. Harry Bresslau, *Handbuch der Urkundenlehre*, I. Bd. (1. Aufl., 1889 ; 2. Aufl., 1911), p. 1 : « Urkunden nennen wir schriftliche, unter Beobachtung

Redlich, en 1907, exclut du ressort de la diplomatie « tous les écrits qui ne répondent pas à un but juridique : les rapports, la correspondance administrative, les enquêtes, les protocoles, les comptes, etc., c'est-à-dire les *Akten*¹ ». Avec plus d'insistance encore, Thommen en vient à écrire en 1913² : « Un acte (*Urkunde*) est le témoignage d'une déclaration de volonté de nature juridique, établi dans une forme déterminée... Tout acte est donc la preuve écrite d'un droit. Cette manifestation de volonté juridique est tellement l'essence même de l'acte que si elle n'existe pas, la forme extérieure d'un écrit n'est plus qu'une illusion sans valeur. » Et l'auteur prend l'exemple suivant : « un acte placé dans la pierre de fondation d'un bâtiment ne peut être tenu, en dépit de son nom et de sa forme, pour un acte véritable parce qu'il est dépourvu de tout effet de droit ». De son côté, en 1927, Steinacker définissait l'acte comme une mise par écrit faite en certaines formes pour servir à notifier, à fonder ou à exercer des droits³. Avec de tels théoriciens, la diplomatie devenait une simple branche de l'histoire du droit et encore pour la seule période comprise entre la fin de l'Antiquité romaine et le déclin du Moyen Age, époque où les écrits en forme d'*Urkunden* ont existé et présentent de l'intérêt pour l'historien. Le plus étrange est que, bien qu'ouvert à des problèmes plus larges par ses études personnelles sur le notariat parisien, Alain de Boüard, s'efforçant en 1929 de délimiter le domaine propre de la diplomatie, mais suivant

bestimmter, wenn auch nach der Verschiedenheit von Person, Ort, Zeit und Sache wechselnder Formen aufgezeichnete Erklärungen, die bestimmt sind, als Zeugnisse über Vorgänge rechtlicher Natur zu dienen. »

1. Oskar Redlich, *Urkundenlehre. Einleitung*, Berlin, 1907, p. 18 ; parmi les « Urkunden », Redlich distingue sur le plan juridique les « Geschäftsurkunden » (*cartae*) et les « Beweisurkunden » (*notitiae*), respectivement actes dispositifs et actes probatoires, qu'il répartit en deux grandes catégories : les actes publics, qui ont valeur publique et authenticité, et les actes privés, qui sont précisément dépourvus de ces caractères propres aux précédents.

2. Rudolf Thommen, *Diplomatik. Einleitung und Grundbegriffe* (1. Aufl., 1906 ; 2. Aufl., 1913), dans le *Grundriss der Geschichtswissenschaft*, hgg. v. Aloys Meister (I. Reihe, Abt. 2 : Urkundenlehre, 1. Teil).

3. Harold Steinacker, *Die antiken Grundlagen der frühmittelalterliche Privaturkunden*, Leipzig-Berlin, 1927, dans le *Grundriss der Geschichtswissenschaft*, hgg. v. Aloys Meister (Ergänzungsbd. 1), p. 3 : « verstehen wir... unter Urkunden schriftliche Aufzeichnungen, die in verschiedener Weise dem Beweis, der Begründung, der Ausübung von Rechten dienen können ».

de fort près la bibliographie allemande, en vint à en réduire l'objet « à une éminente catégorie de chartes, les actes », qui seuls « ont une valeur et des effets juridiques et... sont rédigés dans une forme déterminée » ; il ajoutait : « ceux-ci nous occuperont seuls désormais ¹ ».

C'est pourtant à un juriste, mais de formation chartiste et lui-même ancien archiviste, Auguste Dumas, que l'on doit d'avoir rompu le charme qui durant un demi-siècle avait fait de la diplomatie une « peau de chagrin ». Dans un très long compte rendu de l'ouvrage d'Alain de Boüard ², suivi d'articles dans cinq numéros de la revue *Le Moyen Age* ³, Auguste Dumas reconsidérerait du point de vue de l'histoire du droit « la diplomatie et la forme des actes ». Pour lui aussi, « le domaine propre de la diplomatie, c'est l'acte instrumentaire ⁴ », comme on l'avait dit avant lui. Mais par là il n'entendait plus seulement l'acte écrit pourvu d'un dispositif, mais deux types différents d'instruments : les uns sont la mise par écrit d'un acte juridique : déclaration de volonté « par laquelle une ou plusieurs personnes entendent produire un effet de droit » ; les autres portent témoignage de faits matériels qui ne sont pas des manifestations de la volonté, mais qui sont susceptibles de conséquences juridiques : procès-verbaux de dépositions de témoins, comptes des gens de recette, rapports, registres de sépultures, inventaires d'objets mobiliers, pouillés, etc. Le point de vue de M. Dumas était adopté dès le mois de décembre 1930 par M. Tessier, dans sa leçon d'ouverture du cours de diplomatie à l'École des chartes ⁵, avec quelques nuances. Pour lui, comme pour M. Dumas, l'objet propre de la diplomatie est la forme des actes, bien plus que la nature de leur contenu juridique. La diplomatie était donc définie par lui « la science des règles qui, à travers les âges, ont présidé à l'élaboration et à la rédaction des actes instrumentaires considérés comme sources de l'histoire ».

1. Alain de Boüard, *Manuel de diplomatie française et pontificale* ; t. I : *Diplomatie générale*, Paris, 1929, p. 12 et 38.

2. *Le Moyen Age*, 1930, p. 104-122.

3. *Ibid.*, de 1931 à 1934.

4. *Ibid.*, 1930, p. 110, et 1932, p. 5-6.

5. G. Tessier, *Leçon d'ouverture du cours de diplomatie de l'École des chartes*, 8 décembre 1930 (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCI, 1930, p. 241-263).

Tirant la conclusion de ces prémisses, ainsi mises au point par M. Tessier, M. Dumas en vint à affirmer que la diplomatique n'est pas nécessairement liée à l'histoire médiévale : « Il serait nécessaire que la rédaction des actes fût étudiée pour l'époque contemporaine avec autant d'esprit scientifique qu'elle l'est pour le Moyen Age... Il y aurait une diplomatique contemporaine qui serait le pendant de la diplomatique historique, seule jusqu'à présent constituée en science ¹. » Suggestion révolutionnaire qui longtemps n'allait pas rencontrer d'écho, bien qu'Alain de Boüard lui aussi eût tenu à faire figurer dans l'*Album* de son *Manuel de diplomatique* des documents modernes et même des minutes de décrets impériaux apostillés par Napoléon I^{er} ². De son côté l'éminent professeur et archiviste de Berlin, le Dr. Heinrich-Otto Meisner était parvenu aux mêmes conclusions et, dès 1935, il publiait un petit ouvrage intitulé *Aktenkunde* ³, où entre la diplomatique classique, l'*Urkundenkunde*, et l'Archivistique, *Archivwissenschaft*, il introduisait une discipline nouvelle consacrée aux formes des papiers administratifs (*Akten*) des xvii^e et xviii^e siècles.

Ce n'est cependant qu'après la deuxième guerre mondiale que les déclarations de principe adoptées en 1930 par MM. Dumas et Tessier et en 1935 par le professeur Meisner portèrent leurs fruits. En 1952, en effet, le Dr. Meisner publiait son *Urkunden- und Aktenlehre der Neuzeit*, ouvrage fondamental auquel il joignait peu après deux articles complémentaires de doctrine ⁴. La même année, M. Tessier, dans son

1. A. Dumas, dans *Le Moyen Age*, 1932, p. 29.

2. A. de Boüard, *Album*, Paris, 1929 : minutes de lettres royaux, 1675 et 1777 (pl. XII et XIII), originaux-minutes d'arrêté et de décrets, 1793-1812 (pl. XV-XVII).

3. Heinrich-Otto Meisner, *Aktenkunde. Ein Handbuch für Archivbenutzer*, Berlin, 1935. A la base de la nouvelle conception du Dr. Meisner était sa propre expérience d'archiviste et spécialement ses travaux sur les papiers du cabinet royal de Prusse (cf. *Zur neueren Geschichte des preussischen Kabinetts*, dans *Forschungen zur brandenburgischen und preussischen Geschichte*, t. 36, 1924).

4. H.-O. Meisner, *Bemerkungen zur Archiv- und Aktenkunde*, dans *Archivarbeit und Geschichtsforschung*, hgg. v. d. Hauptabteilung Archivwesen im Ministerium des Innern der Regierung der D. D. R. (Berlin, 1952. Nr. 2 : Schriftenreihe des Instituts für Archivwesen), p. 107-119 ; *Das Begriffspaar Urkunden und Akten*, dans *Forschungen aus mitteldeutscher Archiven zum 60. Geburtstag v. Helmut Kretzschmar*, hgg. v. d. staatl. Archivverwaltung im Staatssekretariat für innere Angelegenheiten (Berlin, 1953), p. 34-47.

petit volume de la collection « Que sais-je ? », écrivait : « L'objet de la diplomatique est la description et l'explication de la forme des actes écrits » ; cette notion déborde le cadre historique : « elle s'applique aussi bien à nos lois, décrets et arrêtés, à nos actes notariés, à nos effets de commerce qu'aux tablettes de l'Antiquité babylonienne, aux papyrus gréco-romains et aux chartes médiévales et... on peut concevoir une diplomatique des actes du xix^e et du xx^e siècle, voire de documents imprimés ou dactylographiés¹ ». Cette conception allait être reprise sous une forme magistrale dans son chapitre sur la diplomatique dans l'Encyclopédie de la Pléiade².

Mais ceci n'est pas demeuré théorique : une thèse d'École des chartes, celle de notre ami Lars-Otto Grundt, était consacrée dès 1945 à l'expédition et à la promulgation des lois pendant l'époque révolutionnaire ; les très beaux travaux, plus récents, de Michel Antoine sur le Conseil du roi³, les recherches en cours d'Hélène Michaud sur les actes royaux du xvi^e siècle et de l'Ancien Régime⁴ s'inscrivent dans cette même ligne⁵. En Allemagne toute une série de publications ont vu le jour⁶, dont la plus importante est l'ouvrage en deux volumes consacré par le Dr. Erich Neuss à la diplomatique des actes de la vie économique, *Die Aktenkunde der*

1. G. Tessier, *La diplomatique* (op. cit.), p. 13-14.

2. G. Tessier, *Diplomatique* (op. cit.), § Conclusions et perspectives, p. 663 et suiv.

3. Voir notamment Michel Antoine, *Le fonds du Conseil d'État du roi aux Archives nationales. Guide des recherches*, Paris, 1955, in-8°, 96 p., 12 pl. (Direction des Archives de France) ; *Le fonds du Conseil d'État et de la chancellerie de Lorraine aux Archives nationales* (*Annales de l'Est*, 1953, et, à part, Nancy, 1954, in-8°, 100 p.).

4. Hélène Michaud, *Les actes intitulés règlements sous l'Ancien Régime* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CXV, 1957, p. 156-167).

5. Citons aussi l'introduction de Gabrielle Vilar-Berrogain à son *Guide des recherches dans les fonds d'enregistrement sous l'Ancien Régime*, Paris, 1958, in-4° (Direction des Archives de France), et celle de P. Prouzat au *Répertoire des fonds du Contrôle et de l'Enregistrement... du Puy-de-Dôme* (Clermont-Ferrand, 1952).

6. La nouvelle tendance a été officiellement reconnue en Allemagne par la publication des *Mélanges en l'honneur d'Heinrich-Otto Meisner* (*Archivar und Historiker. Studien zur Archiv- und Geschichtswissenschaft*, hgg. v. d. staatl. Archivverwaltung im Staatssekretariat für innere Angelegenheiten, Berlin, 1955). Parmi les articles publiés dans ce recueil, signalons celui d'Ahasver von Brandt, *Vorbemerkungen zu einer mittelalterlichen Aktenlehre* (p. 429-440).

*Wirtschaft*¹. Fait plus symptomatique encore, la grande revue allemande de diplomatie, réapparaissant après l'interruption de la guerre, est devenue l'*Archiv für Diplomatie* et non plus seulement *Archiv für Urkundenforschung*; ainsi est renouée la tradition avec la période antérieure à Julius Ficker.

Je ne vois, en effet, aucune raison pour que la diplomatie écarte de son champ, comme elle l'a fait traditionnellement, tous les écrits administratifs autres que les actes au sens strict. Nous devons distinguer, parmi les écrits secrétés par une administration, deux sortes de documents : les uns, que nous qualifierons d'« actes administratifs », sont de portée réglementaire ou bien comportent ou notifient une décision ou encore sont source de droits ou d'obligations. Les autres, que nous désignerons de façon générale du nom de « papiers administratifs », ne sont pas des « actes » au sens strict, c'est-à-dire des écrits établis en vue de faire preuve en droit : tantôt ils ont été rédigés en vue de la préparation, de la notification ou de l'exécution d'une décision, tantôt ils sont destinés à informer l'administration elle-même dans l'accomplissement d'une fonction ou d'un mandat. Dans un cas, nous avons la plupart des correspondances administratives : étapes dans la genèse de l'acte, elles ne sauraient être négligées par le diplomate ; dans le second cas, nous avons notamment les rapports, les comptes, etc. Dans un cas comme dans l'autre, ces papiers sont ou peuvent être, immédiatement ou médiatement, sources de droits ou d'obligations pour l'administration elle-même ou pour des tiers : nous en verrons d'ailleurs un indice dans le fait que l'administration les conserve à titre d'archives, c'est-à-dire de preuves en puissance.

Si l'on admet donc que la diplomatie s'intéresse à l'ensemble et des actes et des papiers administratifs et quelle qu'en soit l'époque, ce n'est plus sur leur aspect ou sur leur contenu juridique qu'il convient d'insister, mais sur leur seul véritable caractère commun, le fait que dans tous les

1. Erich Neuss, *Aktenkunde der Wirtschaft*; I : *Kapitalistische Wirtschaft*; II : *Volkseigene Wirtschaft*, 1945-1955, Berlin, 1954-1956 (Schriftenreihe der staatl. Archivverwaltung, Nr. 5).

cas il s'agit de documents d'archives. C'est retrouver là, après la longue parenthèse juridique qu'a connue la diplomatie depuis le milieu du siècle dernier, le point de vue qui avait été celui des Bénédictins du XVIII^e siècle. Ce n'est plus la notion d'acte qu'il faut définir et serrer de près, mais celle de document d'archives, de pièce d'archives. En réalité telle a été de tous temps l'optique, non des diplomatistes¹, mais des historiens qui n'ont cessé d'opposer les « œuvres littéraires » aux « documents diplomatiques », entendus au sens large. Ainsi, dans son *Manuel de Bibliographie historique*, Charles-Victor Langlois, au début de ce siècle, écrivait : « Parmi les documents écrits, les œuvres littéraires se discernent aisément des pièces officielles ou privées, telles que chartes, comptes, enquêtes, rapports [ailleurs, il ajoute : lettres, lois, inventaires], etc., que l'on englobe communément sous la désignation générale de pièces d'archives ou de documents diplomatiques². » De même, dans un article récent, l'illustre érudit et diplomate autrichien Leo Santifaller, qui cependant par ses travaux personnels prend place dans la grande lignée de la diplomatie traditionnelle, n'hésitait pas à distinguer dans les sources historiques manuscrites « deux groupes : d'une part, les œuvres de l'historiographie (historiens, annales, chroniques, biographies, etc.), ce qu'on nomme sources narratives ou historiographiques ; de l'autre, les écrits rédigés dans une certaine forme et de contenu juridique, les actes... ; ceux-ci sont issus de la pratique quotidienne de la vie juridique [et administrative] et en sont le reflet objectif³ ».

Nous rejoignons ici la distinction fondamentale de la doctrine archivistique entre le matériel des bibliothèques et ce-

1. C'était pourtant l'opinion exprimée par Maurice Prou dans sa *Leçon d'ouverture du cours de diplomatie de l'École des chartes* (*Revue internationale de l'Enseignement*, 15 mars 1900), p. 10 : « La diplomatie a pour objet l'étude des actes... On entend par actes des écrits, authentiques ou sous seing privé, destinés à faire connaître l'accomplissement d'un acte juridique, que cet acte se réfère au droit public ou au droit privé », et il poursuivait (p. 11) : « les documents d'archives — ainsi nomme-t-on encore les actes de la nature des dépôts où ils sont conservés ».

2. Charles-Victor Langlois, *Manuel de bibliographie*, Paris, 1901-1904, p. 76 et 83.

3. Leo Santifaller, *Neuere Editionen*, p. 3.

lui des archives, ce que les Allemands appellent respectivement « Bibliotheksgut » et « Archivgut » et qui est à la base de la vie archivistique de divers pays. Le document d'archives, l'acte diplomatique, doit être compris en fonction du fonds d'archives auquel il appartient ou a appartenu : le fonds étant lui-même défini comme l'ensemble des documents organiquement constitué par le fonctionnement même d'une institution ou par suite des activités d'un individu ou d'une famille ; c'est l'ensemble des documents secrets ou reçus par cette institution, cet individu ou cette famille par le fait même de son existence.

La diplomatique et l'archivistique étant, toutes deux, sciences des documents d'archives, il est légitime de se demander quelle doit être la sphère d'intérêt propre de chacune d'elles.

L'archivistique ne s'intéresse pas au document en soi, mais au groupement des documents ; elle vise avant tout, de façon pratique, à la conservation des fonds, à leur classement, à leur inventaire, à leur mise à la disposition des intéressés (historiens et autres) ; elle définit les doctrines et recherche les méthodes les meilleures pour parvenir à ces buts concrets.

Au contraire la diplomatique s'attache au document d'archives pour lui-même : à sa forme d'abord, à sa genèse ensuite. Elle vise à donner de l'acte une connaissance aussi complète que possible, à le démonter en chacune de ses parties, à en faire la critique, à le replacer — pour le mieux comprendre — dans le milieu juridique, institutionnel, social, où il a vu le jour ; elle dégage de son aspect formel sa substance juridique. Elle examine enfin comment il est né à partir du premier *motus* qui a mis en branle le mécanisme de la mise par écrit (supplique, lettre de demande ou décision *motu proprio*) ; elle en suit l'élaboration à travers le formulaire, les notes ou le brouillon, la minute, l'expédition ou acte parfait, jusqu'à l'accomplissement de toutes les formalités qui donnent à l'acte authenticité, publicité ou valeur exécutoire : l'emploi du papier timbré, l'insinuation ou l'enregistrement de l'acte par les administrations appropriées, sa publication officielle sous forme de placards sous l'Ancien Régime ou

dans des bulletins de divers types à l'époque moderne ou encore par cri public, enfin le dépôt de l'acte dans des archives considérées comme publiques.

Ainsi la diplomatie est-elle la somme des connaissances qui se rapportent au document, tandis que l'archivistique est la technique qui traite de l'organisation des fonds d'archives. Mais l'une ne va pas sans l'autre : un archiviste ne peut guère négliger l'aspect diplomatique des documents qu'il traite et les connaissances diplomatiques lui sont notamment indispensables pour mener à bien ses travaux d'inventaire. Le diplomate ne doit pas davantage faire fi de l'archivistique qui, dès le XVIII^e siècle, a été définie par certains comme une « diplomatie pratique¹ ».

Cette méconnaissance de certaines règles de l'archivistique a été malheureusement trop fréquente chez bien des diplomates de stricte observance. Le document ne peut, en effet, être vraiment compris que dans le contexte du fonds auquel il appartient : il apparaît indispensable de ne pas séparer l'étude de l'acte de l'examen des autres actes faisant partie du même fonds. On a souvent cru pouvoir faire confiance aux seuls critères d'ordre diplomatique, hors du contexte archivistique, en étudiant l'acte dans le cadre de la chancellerie dont il émane ou est censé émaner. Mais du IX^e au XII^e siècle un grand nombre d'actes ont été rédigés et écrits par les soins des destinataires : le rapprochement avec les autres actes conservés dans le fonds d'archives du destinataire peut alors être beaucoup plus instructif que la jux-

1. Le Moine, en 1765 (cf. *supra*, p. 203, n. 3), oppose cette « diplomatie pratique » — consacrée au classement, à la datation, au rangement matériel, à l'inventaire, à la conservation des documents — à la « diplomatie théorique » de Mabillon et des Bénédictins, laquelle considère les caractères extrinsèques et intrinsèques (matière, sceaux, suscriptions, signatures, style et formules) en vue de discerner le vrai du faux. — Notons en revanche la position de Chevrières, l'adversaire de Le Moine, qui, dans *Le nouvel archiviste* (Paris, 1775), p. 19-20, écrit : « Ce n'est pas une Diplomatie que j'entreprends de donner au public... ; c'est l'Art de l'archiviste, dépouillé de tout charlatanisme. » Mais J.-J. Oberlin en reviendra aux idées de Le Moine et, professeur de logique, divise de nouveau la diplomatie en deux parties dans son *Artis diplomaticae primae lineae* (Strasbourg, 1788, in-12) : la partie théorique comprenant la terminologie des actes, la paléographie, le discours diplomatique, la validation et la datation des actes ; la partie pratique comportant de son côté : l'analyse diplomatique, la critique diplomatique, l'usage des actes à titre de preuve, la conservation et la garde des actes dans les archives.

taposition d'actes émanés d'un même auteur non responsable de la rédaction de l'écrit. Nous avons déjà dit que M. Tessier a tiré des conclusions extrêmement sûres d'une étude des diplômes carolingiens des chartriers de Saint-Denis et de Saint-Martin de Tours : la simple publication de ces diplômes dans les recueils d'actes consacrés à chacun des souverains dont ils émanent n'aurait jamais autorisé de tels résultats et la critique diplomatique classique se serait là révélée vaine. La critique des actes est d'autre part étonnamment facilitée par leur rapprochement avec les documents antérieurs ou postérieurs, comme aussi par le regroupement des pièces d'un même dossier : supplique, pièces annexes et pièces d'exécution. C'est avec raison que Sickel, fixant avec une éblouissante maîtrise la méthode à suivre pour la préparation de l'édition des diplômes des souverains dans les *Monumenta Germaniae historica*¹, estimait qu'il fallait conduire les recherches fonds par fonds. Ainsi, disait-il, en serait facilitée la critique de la tradition ; ainsi seraient déterminés, une fois pour toutes et pour l'ensemble des actes, la valeur de tel cartulaire ou le classement des copies d'érudits ; ainsi pourrait être plus fructueusement exploités les anciens inventaires d'archives et réunie la bibliographie. C'est une méthode analogue qui a été suivie pour les travaux préparatoires de la grande collection des *Papsturkunden* et cela donne aux volumes de cette collection une valeur toute particulière. C'est encore ce qui avait amené Arthur Giry à étudier les archives des établissements ecclésiastiques français remontant à l'époque carolingienne². Il n'en est malheureusement pas toujours ainsi et trop souvent les éditeurs des recueils d'actes de chancellerie doivent recommencer pour chaque acte les mêmes travaux de critique et de classement de la tradition ou renoncer, ce qui est souvent le cas, à replacer le document dans le contexte de son fonds. Nous sommes convaincus que les diplomatistes seraient plus conscients de cet aspect de leur tâche s'ils avaient toujours présent à l'esprit la notion que

1. Theodor von Sickel, *Programm und Instruktion der Diplomata-Abteilung* (*Neues Archiv*, I, 1876, p. 429-482).

2. Arthur Giry, *Notices bibliographiques sur les archives des églises et des monastères de l'époque carolingienne*, Par.s, 1901, in-8°, 102 p. (Bibliothèque de l'École des Hautes Études, sciences historiques et philologiques, 132^e fasc.).

l'acte diplomatique est essentiellement un document d'archives, c'est-à-dire une pièce d'un ensemble, un élément d'un fonds.

Peut-être certains auront-ils trouvé que la conception des tâches de la diplomatie telles que je viens de les esquisser s'éloigne par trop des buts qui traditionnellement ont été définis comme les siens. Dès l'origine, en effet, juger de la sincérité ou de la fausseté des actes, de leur *genuitas* comme disait Mabillon, a été considéré comme la fin même de la diplomatie. C'est ce qu'écrivaient les Bénédictins du XVIII^e siècle : « La diplomatie est la science ou l'art de juger sainement des anciens titres... Sa fin est de faire servir toutes ces formalités [« la connaissance exacte de la nature des actes, des écritures et des divers usages propres à chaque siècle et à chaque nation »] au jugement favorable ou désavantageux qu'il faut porter des diplômes¹. » Plus brutalement le théoricien allemand Heumann avait écrit en 1745 en tête de son ouvrage : « *Diplomatica est ars diplomata vera et falsa discernendi*². » Il en sera de même très largement au XIX^e siècle où la diplomatie se confondit souvent avec la critique diplomatique. Henri Pirenne, tout en admettant ce principe, fit les premières réserves lorsqu'en 1886 il présenta un état des études de diplomatie à l'occasion de la création des chaires de diplomatie et de paléographie à l'École normale supérieure de Gand et à l'Université de Liège : « Le but le plus immédiat de notre science [est] la détermination de l'authenticité ou de la non-authenticité des actes... Mais ce serait une erreur que de placer tout l'intérêt de la diplomatie dans la seule critique des documents au point de vue de l'authenticité : la rédaction des chartes, leur rôle en justice..., l'organisation des diverses chancelleries dont elles émanent relèvent aussi de la diplomatie et constituent autant de questions d'une extrême importance historique³. » En revanche, Bresslau, dans son manuel de diplomatie, véritable bible des diplomatistes, met dès le début l'accent sur la critique diplomatique : « La tâche de la diplomatie

1. *Nouveau traité de diplomatie*, t. I, p. 1.

2. J. Heumann, *op. cit.*, p. 1.

3. Henri Pirenne, *Sur l'état actuel des études de paléographie et de diplomatie* (*Revue de l'Instruction publique en Belgique*, t. XXIX, 2, 1886), p. 15.

est de déterminer la valeur des actes comme témoignage historique. Elle doit donc en première ligne déterminer si un document est sincère ou non » ; certes il fixe ensuite à la diplomatique une seconde tâche, l'interprétation des documents ; mais il est visible que pour lui il s'agit d'un aspect complémentaire du précédent, puisqu'il ajoute aussitôt : « la connaissance des usages de chancellerie permet de montrer comment la fidélité à ces usages a influencé la présentation du contenu et par là est déterminée dans le cas particulier la valeur de témoignage de l'acte¹ ». L'école germanique de diplomatique est en somme restée fidèle jusqu'à nos jours à cette conception. C'est aussi, aujourd'hui encore, celle du professeur Leo Santifaller, en Espagne celle qu'exprimait en 1946 le manuel de M. Floriano², en Italie celle que reflètent les travaux du professeur Manaresi et en 1960 le manuel de M^{lle} Jole Mazzoleni, puisque celle-ci écrit : « comme science en soi, [la diplomatique] est en mesure d'offrir des normes sûres pour établir l'authenticité des documents³ ».

De même qu'il a formulé une définition nouvelle de l'acte comme objet matériel de la diplomatique, M. Auguste Dumas est le premier à avoir cessé de faire de la critique diplomatique le but même de cette science pour y voir plutôt une de ses applications⁴. C'est la conception qu'exposait M. Tessier dans sa leçon d'ouverture de l'École des chartes⁵ ; celle aussi des diplomatistes modernes comme M. Paul Bonen-

1. Bresslau, *op. cit.*, p. 67, 10.

2. Antonio C. Floriano Cumbreño, *Curso general de paleografia y diplomática españolas...*, Texto (Oviedo, 1946, in-8°), p. 220 : la diplomatique est « la science des sources historiques écrites, d'un contenu juridique, qui a pour objet de marquer l'évolution des structures documentaires en analysant leurs caractères externes et internes, en vue de peser leur valeur comme éléments de la construction historique ».

3. Jole Mazzoleni, *Lezioni di diplomatica*, Napoli, 1960, multigraphié, p. 115, 121, 123.

4. A. Dumas, compte rendu cité du *Manuel de diplomatique* d'Alain de Boüard (*Le Moyen Age*, 1930), sur le but de la diplomatique, p. 105-112 : non pas seulement distinguer le vrai du faux, mais surtout pénétrer à l'intérieur des chancelleries, apprendre à connaître la réalité qui se cache derrière les apparences officielles (p. 107).

5. *Leçon d'ouverture*, citée, p. 257-260 : la diplomatique est la « science des actes écrits, ou encore l'ensemble des connaissances qui permettent de faire la critique des actes écrits, d'en discerner les éléments, de les classer, en un mot d'en rendre raison ».

fant¹, le professeur Theodor Schieffer ou le professeur H.-O. Meisner. On a, en effet, noté que si 50 % des actes mérovingiens qui nous sont parvenus sont des faux, de même que 15 % de ceux des premiers Carolingiens, cette proportion diminue ensuite et devient infime à partir du XIII^e siècle. Fondée sur la critique de sincérité, la diplomatique n'aurait donc vraiment de sens que pour le haut Moyen Age. Quelle justification auraient donc les diplomatistes après cette époque, puisque les faux se font dès lors si rares ?

Mieux encore, la critique diplomatique ne saurait jamais être qu'un des éléments d'appréciation de la valeur des documents, et il importe de bien connaître les limites de son emploi : aux hautes époques, la rédaction par les destinataires peut en restreindre singulièrement la portée. Aux époques postérieures, la méthode de comparaison des écritures et l'identification des rédacteurs et des scribes par leurs caractéristiques de plume et de style perdent beaucoup de leur intérêt avec la prolifération du personnel dans les diverses administrations et avec le recours à des formulaires impersonnels. Il est rare que la critique diplomatique à elle seule puisse permettre de porter avec une sécurité absolue un jugement de sincérité sur un document et sur chacune de ses parties. Encore pourra-t-elle le tenter quand elle aura affaire à des originaux ; mais on sait que bien des documents médiévaux ne nous sont connus que par la tradition incertaine de cartulaires ou de copies postérieures, plus ou moins soignées, et parfois même sous la forme d'actes réécrits ou de pseudo-originaux dont la part d'authenticité ne saurait être démêlée sans des recherches approfondies. Il convient donc le plus souvent d'appeler à l'aide la critique historique et les arguments tirés de l'histoire politique ou institutionnelle ou encore de la paléographie, etc. Cela est plus vrai encore quand on quitte le domaine des grandes chancelleries, aux règles relativement plus strictes, pour celui des chancelleries secondaires, ecclésiastiques, seigneuriales, municipales, et surtout pour l'immense territoire des actes privés. Que serait donc

1. Paul Bonenfant, *Cours de diplomatique*, fasc. I (3^e éd., Liège, 1958), p. 8 : laissant à l'histoire du droit l'étude de la vie juridique, « la diplomatique doit se borner à étudier ce qui constitue l'essence des actes », c'est-à-dire leur forme.

une science dont la finalité serait de prononcer un jugement de valeur, alors qu'elle est généralement incapable de le formuler sans un recours à toutes les disciplines voisines ?

Aujourd'hui l'intervention des moyens mécaniques (rayons ultra-violets ou infra-rouges, macrophotographies) apporte dans les débats de sincérité des éléments d'appréciation dont le diplomate d'autrefois n'avait aucune idée : ces éléments doivent entrer en ligne de compte dans la critique des documents, au même titre que dans les expertises d'écritures auxquelles on procède quotidiennement dans la pratique judiciaire actuelle. Les traces de lavage ou de grattage du parchemin, les taches de colle ou de produits chimiques, les reprises d'encre ou d'écriture constituent des éléments de critique parmi les plus certains. Aux rayons ultra-violets chaque type de papier ou de parchemin a une luminescence propre, qui varie avec le système de préparation matérielle du support ; bien que cette luminescence n'ait pas encore été étudiée ni surtout étalonnée, on en peut tirer en certains cas des conclusions assurées et je m'en suis moi-même souvent servi pour des expertises sur la sincérité prétendue de documents du Moyen Age ou de l'époque moderne. Je dirai même que le diplomate, avant toute conclusion sur la sincérité d'un document, doit le soumettre à un examen aux rayons ultra-violets. Dans bien des cas aussi, la connaissance des filigranes et l'examen de la texture du papier pourront servir d'appoint ; un jour prochain, on pourra sans doute aussi faire appel à l'analyse chimique des encres et de la cire des sceaux.

La critique de la sincérité des actes par la méthode diplomatique ne saurait donc être la fin de la diplomatique comme science : elle ne peut plus être tenue aujourd'hui que pour une des applications de la méthode diplomatique.

A l'époque où la diplomatique était surtout conçue comme un moyen de critiquer la sincérité des actes, diverses disciplines voisines étaient considérées comme ses annexes — sinon même comme des chapitres particuliers de la science diplomatique — parce que leurs notions étaient tenues pour essentielles à la critique des documents. Ainsi Giry n'avait

pas hésité à faire encore entrer dans son manuel tant de matières que les diplomatistes depuis lors ont rejetées comme étrangères à leur domaine strict : la chronologie, des notions d'onomastique, de toponymie et de philologie, la connaissance des titres et qualités attribués aux personnes dans les chartes, la sigillographie etc. Il ne faisait que suivre en cela la tradition des Bénédictins qui eux-mêmes, comme Mabillon, avaient fait de la paléographie une partie constitutive de la diplomatique. Littré lui-même n'avait-il pas défini la diplomatique : « 1) l'art de déchiffrer les anciens diplômes ; 2) les connaissances nécessaires à ce déchiffrement et à l'explication de ces titres » ?

Cette conception est aujourd'hui bien dépassée et il ne saurait être question de maintenir ou de réintroduire dans un traité de diplomatique tout ce que Giry y avait fait figurer. Ce serait cependant restreindre abusivement le domaine de la diplomatique et en dessécher totalement l'esprit que de traiter, à l'état pur, de la forme des actes et de leur genèse : le diplomate, précisément parce qu'il s'intéresse à la forme des actes, est habilité à revendiquer certains secteurs frontaliers relevant en principe de disciplines voisines, comme la paléographie, la chronologie ou la sigillographie.

Certes le temps n'est plus où la paléographie, ensemble de recettes pour lire les vieilles chartes, était tenue pour une partie de la diplomatique : constituée en science autonome, elle a vu son propre domaine s'étendre à l'histoire même de l'écriture. Mais en tant que l'écriture constitue une part importante, sinon essentielle, de la forme des actes, la diplomatique ne peut pas ne pas prêter un intérêt tout particulier à l'étude des écritures de chancellerie. Celles-ci sont, en effet, bien souvent artificielles, souvent archaisantes ou avec des prétentions esthétiques : telles l'écriture des chancelleries mérovingienne et carolingienne, l'écriture curiale de l'Italie méridionale ou celle des bulles pontificales à l'époque moderne. Leur évolution est en large partie indépendante de l'évolution générale de l'écriture, avec des imitations et des emprunts à des chancelleries étrangères ; telle chancellerie même, comme celle d'Angleterre, avait adopté un type d'écriture particulier à chacune des grandes catégories diploma-

tiques. Il me semble donc peu contestable que dans tout travail sur une chancellerie déterminée une étude sur les formes paléographiques doive constituer un indispensable chapitre. Le si remarquable ouvrage que Jacques Stiennon vient de consacrer à l'« écriture diplomatique dans le diocèse de Liège du XI^e au milieu du XIII^e siècle » ne constitue-t-il pas un des meilleurs travaux de diplomatique proprement dite puisque lui-même avoue que son étude lui a permis de « jeter plus de lumière sur les conditions de rédaction des actes privés et publics, dans le diocèse de Liège, jusqu'à l'apparition du notariat¹ »?

Nous en dirons autant en ce qui concerne la chronologie technique. Si jamais la diplomatique, en effet, n'a songé à annexer le domaine de la chronologie mathématique ou astronomique — la mesure du temps — non plus d'ailleurs que la chronologie historique — l'histoire événementielle à l'état pur — elle ne saurait renoncer à considérer comme étant de son domaine propre tout ce qui relève de la datation des actes, ce qu'on appelle souvent chronologie technique, mais qu'on pourrait tout aussi justement désigner du nom de chronologie diplomatique : le compte des années, des mois, des jours et des heures, non pas étudié d'une façon théorique et absolue, mais en relation avec les écrits. Car peu d'éléments sont aussi importants que la fixation de la date et la forme sous laquelle celle-ci est exprimée. Même les diplomates les plus attachés à délimiter strictement leur domaine propre n'ont pu faire autrement qu'y consacrer, à leur corps défendant, une part plus ou moins appréciable de leur ouvrage : c'est le cas notamment de Bresslau et d'Alain de Boüard qui en traitent à propos de la formule de datation, tandis que M. Bonenfant, par exemple, la place en annexe au cours proprement dit de diplomatique.

Nous serons plus nets encore dans le cas de la sigillographie dont l'objet même, le sceau, a été dans nos régions pendant des siècles le moyen essentiel de validation des actes. La diffusion de l'usage du sceau parmi les ecclésiastiques et

1. Jean Stiennon, *L'écriture diplomatique...*, Paris, 1960, gr. in-8°, 429 p., 358 fig. (Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, série gr. in-8°, fasc. V), p. 17.

les laïques, dans le milieu seigneurial, dans les villes, les juridictions, les administrations, est liée au besoin, ressenti par des éléments de plus en plus nombreux de la population, de posséder un moyen d'authentifier les actes, de leur donner une marque d'origine certaine, reconnaissable à première vue et engageant son auteur. Le fait doit être mis en relation avec le renouveau de l'acte écrit, la confiance renouvelée en sa valeur, le rôle qu'il joue désormais en justice et ailleurs. Il s'agit donc d'une des conditions de forme les plus essentielles de l'acte médiéval et la diplomatique ne peut pas ne pas en revendiquer l'étude : elle considérera même l'étude sigillographique comme un de ses chapitres les plus importants, ne réservant à l'histoire de l'art que l'aspect esthétique du sceau, l'évolution de son style et son iconographie.

Il conviendrait aussi de mieux fixer les frontières de la diplomatique avec d'autres disciplines voisines avec lesquelles le diplomate est en étroit contact, et notamment avec l'histoire du droit et celle des institutions, plus spécialement encore dans les domaines des contrats, des obligations et de la procédure, qui comptent parmi les plus formalistes des sciences juridiques. Étudiant la forme des actes écrits, le diplomate ne peut pas, en effet, être indifférent au contenu juridique de ces actes ; mais l'inverse est également vrai, puisque à chaque type d'acte juridique peut répondre — et souvent répond en fait — une formulation particulière d'acte écrit, la forme diplomatique variant avec la matière des actes juridiques. Nous dirons que la diplomatique est à la fois client et fournisseur de l'histoire du droit. Le contenu des actes, leur substance, la succession des opérations juridiques sont du ressort exclusif du juriste : le diplomate, en déshabillant l'acte de ses caractères rédactionnels formels, livre au juriste la matière de ses études, au même titre qu'il remet à l'historien un objet critiqué, prêt à être mis en œuvre.

Le diplomate cependant ne doit pas seulement viser à être le pourvoyeur des sciences voisines : il ne doit pas oublier que la science qu'il professe s'insère dans l'histoire de la civilisation, puisque l'écrit est précisément au cœur même de la civilisation dès qu'une culture abandonne le stade de

l'oralité primitive. Jacques Stiennon a pu justement donner pour sous-titre à son volume sur l' « écriture diplomatique dans le diocèse de Liège » : « Reflet d'une civilisation. » De même, récemment, le professeur Fichtenau — qui en 1946 avait déjà intitulé un ouvrage *Mensch und Schrift im Mittelalter* — a montré, en prenant pour objet de ses études l'*arenga* ou préambule des actes, comment on y peut voir un reflet des grandes questions politiques ou religieuses de l'époque. Un problème plus important encore a ému notre maître Alain de Boüard, au point que son manuel de diplomatique a fini par être axé tout entier sur la solution à lui donner ; ce problème était le suivant : la civilisation romaine avait fini par faire triompher l'écrit ; mais, avec la décadence de la culture et l'emprise germanique, le rôle de l'écrit dans la vie juridique et judiciaire s'évanouit et parfois disparaît complètement ; puis, après cette « dégénérescence », on assiste à un renouveau de l'acte écrit, à une « résurrection » de la notion d'authenticité, à l'instauration et au développement des sceaux authentiques, des personnes publiques, des « loci credibiles », à la valorisation de la signature ; peu à peu l'écrit s'impose à nouveau et finit par soumettre à son empire toute la vie moderne. Étudier dans quelles conditions de telles transformations, véritable révolution intellectuelle et juridique, furent possibles, en déceler les étapes par époques et par régions, est l'une des tâches de la diplomatique. Henri Pirenne la revendiquait avec force pour elle dès 1886¹.

De même, par quel mécanisme un acte écrit intervenu entre deux marchands a-t-il pu brusquement au cours du XIII^e siècle devenir exécutoire en tous lieux et jusqu'au fond de l'Italie et en Orient, par suite de la rédaction d'un contrat dans une certaine forme par un notaire des foires de Champagne et par son enregistrement par la juridiction des foires ? Cette valeur nouvelle de l'acte écrit en matière commerciale — alors que quelques décennies auparavant on n'aurait pas même senti la nécessité de rédiger en ce cas un acte écrit et que son exécution n'aurait pu intervenir hors des limites étroites de la seigneurie — est à nos yeux l'un des grands

1. Cf. *supra*, p. 213, n. 3.

faits de l'histoire de la civilisation, un de ceux dont la diplomatique doit signaler l'importance et auquel elle a le devoir de s'attacher.

C'est que depuis une trentaine d'années, alors que durant le demi-siècle précédent sa sphère d'intérêt n'avait cessé de se restreindre, la diplomatique a vu son horizon s'élargir et ses ambitions se relever. Ses méthodes sont désormais reconnues valables pour toutes les civilisations et toutes les époques et plus seulement pour notre Moyen Age occidental. Déjà Brunner par un mémoire classique avait été à l'origine d'une étude diplomatique de l'acte romain ; mais récemment, dans le cadre de recherches sur le legs de l'Antiquité classique au Moyen Age, des études fondamentales ont été publiées sur la diplomatique du Bas-Empire : ainsi le mémoire magistral de Peter Classen par lequel s'est ouvert le premier volume de la nouvelle revue allemande *Archiv für Diplomatik*¹, et, de même, dans sa leçon d'ouverture de la chaire de diplomatique de l'Université de Rome, Franco Bartoloni conviait les diplomatistes à des études sur l'acte gréco-romain². Il n'y a aucune raison de s'en tenir là et nous sommes aujourd'hui convaincus — M. Tessier et moi-même l'avons dit dans deux chapitres différents de l'Encyclopédie de la Pléiade — que l'application des méthodes de la diplomatique et de l'archivistique constituerait un progrès inappréciable pour l'histoire des civilisations anciennes du Proche-Orient, désormais si riches en documents et en fonds d'archives, plus riches même, grâce aux fouilles modernes, que ne l'est notre haut Moyen Age. De son côté la diplomatique byzantine s'est solidement constituée. Au cours des dernières années, des publications importantes ont vu le jour dans le domaine de la diplomatique persane, turque et même, grâce à M. Joüon des Longrais, japonaise. Un énorme effort a été accompli en Espagne, avec les beaux travaux récents de Sanchez Belda,

1. Peter Classen, *Kaiserreskript und Königsurkunden. Diplomatische Studien zum römisch-germanischen Kontinuitätsproblem* (*Archiv für Diplomatik*, I, 1955, p. 1-87 ; II, 1956, p. 1-115).

2. Franco Bartoloni, *Paleografia e diplomatica. Conquiste di ieri, prospettive per il domani* (*Notizie degli Archivi di Stato*, XIII, 3, 1953, p. 119-129), p. 128-129.

d'Arribas Arranz, de Sevillano Colom, et aussi au Portugal, dans les pays slaves, en Hongrie, en Scandinavie...

Les développements des études diplomatiques en tous pays sont tels qu'on ne peut plus songer aujourd'hui à une « diplomatie générale » telle que les Bénédictins l'avaient imaginée au XVIII^e siècle ou telle qu'on la concevait dans la seconde moitié du XIX^e siècle sous l'influence des idées positivistes. En revanche la méthode comparative pourrait faire accomplir à notre discipline des progrès décisifs. Le professeur Fichtenau a montré par l'exemple de l'*arenga* tout ce que la diplomatie et l'histoire peuvent gagner à la comparaison de formules à travers le temps et l'espace. Un parti analogue pourrait être tiré de comparaisons d'autres éléments du discours diplomatique, par exemple des signes d'attestation ou de certaines clauses finales, telles que les clauses pénales ou les sanctions dont certaines paraissent remonter à la plus haute antiquité, puisqu'on les retrouve à peine différentes dans les actes de l'antiquité sumérienne ou babylonienne. La comparaison entre l'usage du sceau privé à la chancellerie royale anglaise, du « sello de placa » espagnol et du petit sceau plaqué français et une étude sur l'évolution de leur emploi serait aussi utile à la diplomatie qu'à l'histoire des institutions et même à l'histoire politique générale. Autre exemple : il serait extrêmement intéressant de rechercher les influences exercées par les bulles pontificales du XIII^e siècle sur les actes des autres chancelleries : disposition en colonnes des seings des dignitaires témoins de l'acte ; *rota* qui dans les actes royaux de Castille allait s'épanouir en une merveilleuse œuvre d'art ; formulaire de l'acte ; écriture si typique, imitée notamment à la chancellerie royale française sous Louis VII et dont nous trouvons une si parfaite imitation à la chancellerie royale de Hongrie. Le cheminement des types de sceaux à travers l'Europe serait également à rechercher. Les lettres d'officialité, les institutions de juridiction gracieuse, le notariat devront être étudiés sur un vaste plan géographique, tandis que la province ecclésiastique ou le diocèse pourrait offrir un cadre commode à l'étude des actes privés et que les actes monastiques (cisterciens ou prémontrés par exemple) auraient avantage à être replacés dans une

étude plus générale sur l'ordre dont ils sont issus. Sans doute y a-t-il là une voie d'avenir, bien peu pratiquée encore, pour la diplomatique.

Mais il ne faudrait pas pour cela négliger les divers domaines de la diplomatique spéciale. L'attention a été surtout attirée sur certains domaines privilégiés : la diplomatique des actes pontificaux, impériaux et royaux — et surtout aux hautes époques — celle aussi de très grandes chancelleries féodales, comme celles de Lorraine, de Flandre, de Brabant. Mais le domaine de la diplomatique seigneuriale dans son ensemble mérite d'être mieux connu. De même, celui de la diplomatique épiscopale, qui a bénéficié ces dernières années de quelques bonnes thèses d'École des chartes suscitées par M. Tessier. Nous n'avons aucune étude sur les actes d'officialité et l'on a à peine abordé l'immense domaine de la juridiction gracieuse, si essentiel pour l'histoire de la vie sociale et dont les institutions et l'évolution ont varié de région à région, sinon de prévôté à prévôté. La diplomatique urbaine, qui a fait l'objet de travaux importants en Allemagne et en Italie, est encore en France une « *terra quasi incognita* » alors que l'on dispose d'un riche matériel documentaire. Tout est à faire dans le domaine de la diplomatique du Parlement et de la plupart des juridictions et administrations de l'Ancien Régime, comme aussi en matière de terriers, de cadastres, de documents comptables. Quant à la diplomatique contemporaine, elle touche de si près aux méthodes mêmes du travail des bureaux que son développement serait un auxiliaire précieux pour l'archiviste et pour l'administrateur, tous deux si intéressés aujourd'hui par ce qu'on appelle les « archives en formation », ce « record management » dont l'étude est si avancée aux États-Unis et peut influencer directement sur la technique même de l'administration et sur son efficacité.

Il n'est pas douteux cependant que cette diplomatique théorique, comparative ou spéciale, médiévale ou contemporaine, ne saurait attirer des foules d'érudits et d'historiens, en raison de son austérité et de la minutie des observations nécessaires pour l'élaboration de conclusions plus vastes. Mais les applications de la diplomatique ne sauraient les lais-

ser indifférents. Les archivistes, par exemple, lorsqu'ils classent les fonds d'archives et qu'ils en analysent les pièces, font de la diplomatique sans le savoir. Les historiens aussi, quand ils procèdent à la critique des documents en mêlant des éléments de critique diplomatique aux autres éléments de critique historique ou matérielle. Les problèmes posés par l'établissement du texte et la publication des documents diplomatiques sont également du ressort de la technique diplomatique et il conviendrait précisément qu'un très gros effort soit accompli dans les prochaines années pour l'édition des documents : cartulaires, recueils de chartes d'une institution, recueils ou catalogues d'actes de chancellerie. Au siècle dernier les érudits français ont livré à l'impression un très grand nombre de tels recueils ; l'effort s'est ensuite ralenti, au moment même où certains pays étrangers, jusqu'alors plus réticents, développaient leurs propres collections de documents. Aujourd'hui les historiens sentent de nouveau le besoin de disposer d'un grand nombre de textes nouveaux et sûrs dont nos archives regorgent. Récemment le Centre national de la Recherche scientifique, dans son rapport de conjoncture, attirait spécialement l'attention sur la nécessité de telles publications, comme aussi sur l'utilité de disposer d'un corpus des documents originaux antérieurs à 1200. De son côté le Comité des travaux historiques décidait de relancer la publication des cartulaires dans sa plus que séculaire « Collection de documents inédits ». Dans cette perspective, il serait bon que les élèves et anciens élèves de l'École des chartes répondent à ce qu'on est en droit de réclamer d'eux et consacrent leurs efforts à des publications de cette nature : grâce à la variété des documents et à la diversité des questions qui se posent à l'éditeur de textes, ils pourront faire la preuve des connaissances acquises dans les diverses disciplines au cours de leur scolarité.

Pour ceux-là mêmes qui n'auront pas à mettre leur enthousiasme au service de tels travaux, je ne crois pas que la diplomatique risque d'être une discipline de peu d'utilité. Car plus qu'un répertoire de faits acquis par la critique, comme l'avait définie Charles-Victor Langlois, elle constitue

une méthode d'application générale. Elle donne l'habitude de disséquer un document, de le comprendre, de le critiquer, quelles que soient sa nature et sa date. Mieux que toute autre discipline, elle contribue à la formation du sens critique, qualité fondamentale de l'historien. La diplomatie n'est-elle pas, en fin de compte, la critique elle-même, à l'état pur ou presque pur, puisqu'elle inclut nécessairement les deux grands problèmes qui se posent à l'historien moderne : critique d'authenticité et de provenance d'une part, et de l'autre compréhension critique du texte? Elle apprend à se défier de la certitude, en nous montrant combien étroite est si souvent la marge entre le vrai et le faux, qu'elle nous donne la mesure du vraisemblable et qu'elle est en quelque sorte à l'opposé de l'hypercritique. M. Tessier, dans tant de ses travaux, n'a-t-il pas dénoncé la manie de la certitude? Par là, la diplomatie, formatrice de l'esprit critique au sens le plus noble du terme, à la fois mis en garde à l'égard de l'objet mais le considérant avec sympathie et avec un désir de compréhension totale, va au delà des besoins immédiats du seul historien. Car l'esprit critique ainsi entendu est une des armes les plus efficaces au service de la liberté de l'esprit.

Robert-Henri BAUTIER.